**Communiqué pour la Conférence de presse du mercredi 24 mars de l’intersyndicale CGT, FO, FSU, FGR, CFE-CGC, Solidaires de Haute-Savoie et les Syndicats lycéens MNL 74 et UNL 74**

**-----------------------------------------------------------------------------------------**

**Nous dénonçons ceux qui attisent les oppositions entre les générations.**

**Les conquêtes sociales (Sécurité Sociale, Code du travail, Ecole laïque, Services Publics, EDF, SNCF, etc …) arrachées par de durs combats à la société du profit ont permis, pendant des dizaines d’années, la solidarité intergénérationnelle.**

**Hier, et plus encore, aujourd’hui, depuis le début de la pandémie, le gouvernement et ses relais médiatiques opposent les retraités à la jeunesse. Les premiers seraient des nantis, ils mettraient en péril l’avenir des jeunes !!!! Pourtant, qui est responsable de l’appauvrissement des retraités, des salariés, des jeunes ? Qui est responsable de la précarité de la jeunesse ? Ce sont toutes les prétendues réformes des gouvernements successifs qui brisent une à une ces conquêtes sociales intergénérationnelles et privatisent sur ordre de l’Union européenne sous l’égide du patronat et du CAC 40. Remise en cause du Code du travail qui tend à généraliser l’ubérisation chez les jeunes, attaques contre la Sécurité Sociale (exonérations des cotisations patronales, CSG, CRDS…), recul de l’âge de la retraite et mise en chantier d’un système de retraite dit « universel », remise en cause des diplômes nationaux, etc…**

**Qu’en est-il dans la réalité pour les retraités ?**

 Jamais, depuis des décennies, une catégorie aussi substantielle de la société française n’avait fait l‘objet d’une telle attaque frontale. Plus d’un million des 17 millions de retraités sont des retraités pauvres. L’immense majorité des autres voient, chaque année, leur situation se détériorer**.** 62 % des retraités considèrent qu’ils sont juste à niveau, près de 10% des retraités sont pauvres, 36% ont du mal à assurer tous leurs soins et parmi eux, 1.2 million sont en perte d’autonomie… C’est aussi plus de 50% des décès dus à la COVID 19 chez les plus de 65 ans par refus d’hospitalisation, faute de lits dont le gouvernement Macron poursuit la fermeture !

**Qu’en est-il dans la réalité pour les jeunes** ?

Une enquête réalisée sur la période du premier confinement par l'OVE, l'Observatoire de la Vie Etudiante, intitulée « La vie d'étudiant confiné » nous permet de dresser un premier bilan de l'état de la situation estudiantine. La crise sanitaire a eu d'importants effets sur les jeunes, avec en premier lieu un coup d’arrêt brutal porté à leurs activités rémunérées. Durant une année universitaire classique, c'est près de 46% des étudiant-e-s qui déclarent avoir un emploi, or avec la crise du covid c'est pas moins de 58% de ces étudiant-e-s qui ont ainsi perdu leurs jobs. A cela s'ajoute le retour chez leurs parents pour 44% des étudiant-e-s, un retour bien souvent source de conflit. L'isolement, le passage des cours en distanciel, les difficultés à payer le loyer ou le retour parfois difficile chez les parents sont autant de facteurs qui ont miné le moral des jeunes. En décembre dernier un rapport parlementaire présenté par Marie-Georges Buffet montrait que 1 étudiant-e sur 10 avaient des pensées suicidaires. L’actualité récente avec les tentatives et le suicide en janvier de plusieurs étudiant-e-s à Lyon et à Paris, ont fait éclater une réalité qui n'est plus tenable.

Parmi les étudiant-e-s, les ressortissants étrangers-ères, sont les grand-e-s perdant-e-s de la crise. En effet, selon l'OVE 47% des étudiant-e-s étrangers-ères déclarent avoir eu des difficultés financières plus importantes qu'en temps normal. L'éloignement de leurs familles et leurs conditions de vie plus précaires font d'eux les grand-e-s oublié-e-s du covid.

Toutefois que l'on ne s'y méprenne pas, la situation actuelle de la jeunesse n'est pas le seul produit du coronavirus. La précarité était déjà récurrente chez les étudiant-e-s, entre l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant-e-s étrangers-ères, le refus d'élargissement du RSA au moins de 25 ans, l'augmentation du coût de la vie et le gel des bourses d'études. Les politiques menées par les gouvernements successifs, encore amplifiées par le gouvernement Macron, n'ont eu de cesse de s'attaquer au service public de l’éducation et de l'enseignement supérieur et de la recherche, comme vient de nous le rappeler la récente loi de Programmation de la Recherche (LPR).

**Toutes les générations, étudiants, jeunes salariés, salariés, chômeurs, retraités subissent cette situation**. En combattant pour défendre et sauvegarder la plus belle conquête sociale : la Sécurité Sociale, notre bien commun à tous, jeunes et retraités, en combattant contre les multiples « réformes » qui se sont attaquées aux retraites depuis 1993, en combattant pour abonder le recrutement de personnels soignants dans les EHPAD et à l’hôpital, en luttant pour la prise en charge à 100% de la perte d’autonomie par la Sécu, en combattant pour défendre un système public d’Education qui donne à tous les mêmes chances, en combattant pour l’ouverture des universités, en combattant pour assurer des conditions de vie dignes à ceux qui par leur travail créent les richesses du pays, nous poursuivons le combat mené par nos aînés, dans le cadre de la solidarité intergénérationnelle et nous le poursuivrons pour préserver les droits collectifs et reconquérir ceux qui ont été détruits !

**Conférence de presse du mercredi 24 mars 2021 ,**

**Maison des syndicats CRAN-GEVRIER**